

Une société prospère, solidaire et durable, nous signons pour accord !



Le nouveau Gouvernement fédéral vient de prêter serment et a reçu la confiance d'une majorité des Belges.

Ainsi fonctionne la démocratie. Point à la ligne.

Pourtant, les préliminaires n'ont pas été un beau spectacle. Les 500 derniers jours ont donné une image particulièrement négative de la politique belge. Le Gouvernement Michel-De Wever en avait d'ailleurs fait autant, mais avec toutes les conséquences désastreuses pour les citoyens et les travailleurs de ce pays. Rien de plus normal donc qu'il ait été sanctionné lourdement par l'électeur.

Nous avons donc maintenant un gouvernement Vivaldi, conduit par Alexander De Croo. Cet accord de gouvernement est-il l'accord de gauche idéal pour nous, syndicalistes ? Bien sûr que non. Il s'agit d'un compromis entre sept partis politiques différents, dans lequel il y a à boire et à manger pour les citoyens et les travailleurs du pays. Mais il y a aussi une nette rupture de style avec le gouvernement Michel. Comme le disait Paul Magnette, il s'agit d'un vrai retour du cœur.

La plus grande augmentation de la pension minimum depuis la deuxième guerre mondiale

Une pension minimum de 1.500 € nets pour une carrière complète. Du beurre dans les épinards pour les héros du secteur des soins, un élargissement du congé parental, la lutte contre le dumping social, un relèvement des allocations minimums, un financement à long terme de la sécurité sociale fédérale gérée paritairement, ce qui est d'ailleurs basé sur la déclaration des partenaires sociaux faite à l'occasion de 75 ans de sécurité sociale.

La porte entrouverte à une augmentation du pouvoir d'achat

Les travailleurs du transport et de la métallurgie ont fait tourner l'économie pendant la crise Corona. Ils méritent donc une augmentation de leur pouvoir d'achat. Dans l'accord de gouvernement, il est question d'une attention pour le pouvoir d'achat par rapport aux pays voisins. La loi salariale de 96 ne disparaîtra donc pas comme nous l'avions réclamé, même si le gouvernement souhaite ici privilégier la concertation avec les partenaires sociaux et l'utilisation de circulaires. Cette ouverture, aussi petite soit-elle, et même si la FEB affirme déjà sa déception, nous allons l'exploiter pleinement!

Une marge plus grande à la concertation sociale

L'accent mis sur la concertation avec les partenaires sociaux est frappant. Le mot « partenaires sociaux » apparaît 40 fois dans le texte de 84 pages de l'accord gouvernemental. À titre de comparaison : dans l'accord de gouvernement flamand de Jan Jambon, le terme apparaît 9 fois dans un texte de 303 pages. Voilà la différence ! L'accent mis sur la concertation avec les partenaires sociaux, tous les départements sociaux aux mains des socialistes et cerise sur le gâteau : une métallo, Meryame Kitir, devenue ministre. Voilà nos atouts.

Il y a donc une rupture fondamentale, y compris sur le fond, avec le passé. Dans d'autres domaines aussi : enfin une politique climatique, le focus sur la lutte contre la pauvreté, une société plus humaine et inclusive ...

Attitude critique et vigilante

Bien entendu, il reste des points négatifs : pas d'impôt sur les grandes fortunes, maintien de la loi salariale de 96, poursuite de la flexibilisation du marché du travail... Nous suivrons ce Gouvernement, comme tout autre gouvernement, d'un œil critique et le jugerons sur pièces. S'il touche aux droits des travailleurs, il nous trouvera sur son chemin, quelle que soit la saison. Parce que nous sommes des syndicalistes. Point à la ligne.

Dans un esprit d'ouverture. Chacun jouant son rôle et prenant ses responsabilités. Dans le cadre d'une action commune socialiste. Dans l'intérêt de nos membres. Il y a du pain sur la planche. En avant !

Une société prospère, solidaire et durable, nous signons pour accord !



Union Belge du Transport



FGTB UBT

Élections sociales

avançons
ENSEMBLE
pour du
RESPECT

À la suite de la pandémie du Coronavirus, les élections sociales, normalement prévues pour le mois de mai, ont été reportées au mois de novembre 2020. Elles auront maintenant lieu du 16 au 29 novembre prochain. Le report des élections sociales a entraîné aussi la suspension de la campagne électorale. Mais celle-ci est relancée officiellement depuis le 23 septembre. Nos candidats et nous-mêmes à l'UBT, nous sommes prêts à affronter les élections.



Notre secteur est confronté de plus en plus souvent à la digitalisation et l'automatisation. Afin de suivre l'évolution technologique, les travailleurs doivent bénéficier d'une formation décente. C'est pourquoi nous plaçons pour intensifier les efforts de formation dans notre entreprise.

Erika Van der Borgh • K.A.V.

”

La vie est de plus en plus chère mais nos salaires ne suivent pas. Pendant la crise Corona, nous étions des héros, mais normalement les héros sont récompensés. Reconnaissance et pouvoir d'achat, voilà ce que nous réclamons d'urgence !

Mohamed Hritat • DHL Parcel



Nous syndicalistes, nous œuvrons au respect de tout le monde et de la diversité sur le terrain. Homme ou femme, noir ou blanc, travailleur définitif ou intérimaire, tous méritent le respect et l'égalité de traitement.

Melika Razzouki • DB Schenker

”

La charge de travail dans le secteur du transport et de la logistique doit diminuer. Personne n'est capable de tenir toute une carrière ces cadences infernales et cette flexibilité croissante ! il faut rétablir l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle. En tant que délégué UBT, je continuerai à me battre pour un travail faisable pour tous, car 45 ans de boulot, c'est bien long !

Dirk Crevits • Van Coillie



”

Comme délégué, j'ai l'occasion de me battre pour le bien-être et la sécurité de mes collègues. La santé et la sécurité au travail son en effet des revendications importantes !

Eli Desomer • E.C.S.

